Jean-Baptiste AMADIEU, La littérature française au
XIX^e siècle mise à l'Index. Les procédures
Jean-Baptiste AMADIEU, Le censeur critique
littéraire. Les jugements de l'Index, du romantisme
au naturalisme

Paris, Éditions du Cerf, 2017, 542 p.

Paris, Hermann, coll. « Des morales et des œuvres », 2019, 632 p.

François Trémolières

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/48379>

DOI : 10.4000/assr.48379

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 décembre 2019

Pagination : 252-255

ISBN : 9782713227844

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

François Trémolières, « Jean-Baptiste AMADIEU, La littérature française au XIX^e siècle mise à l'Index. Les procédures

Jean-Baptiste AMADIEU, Le censeur critique littéraire. Les jugements de l'Index, du romantisme au naturalisme », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 188 | octobre-décembre 2019, mis en ligne le 08 janvier 2022, consulté le 08 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/48379> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.48379>

Ce document a été généré automatiquement le 8 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Jean-Baptiste AMADIEU, La littérature française au XIX^e siècle mise à l'Index. Les procédures

Jean-Baptiste AMADIEU, Le censeur critique littéraire. Les jugements de l'Index, du romantisme au naturalisme

Paris, Éditions du Cerf, 2017, 542 p.

Paris, Hermann, coll. « Des morales et des œuvres », 2019, 632 p.

François Trémolières

RÉFÉRENCE

Jean-Baptiste AMADIEU, La littérature française au XIX^e siècle mise à l'Index. Les procédures, Paris, Éditions du Cerf, 2017, 542 p. Jean-Baptiste AMADIEU, Le censeur critique littéraire. Les jugements de l'Index, du romantisme au naturalisme, Paris, Hermann, coll. « Des morales et des œuvres », 2019, 632 p.

- 1 Parus à presque deux ans d'écart (achevés d'imprimer en juillet 2017 et avril 2019), les deux ouvrages de Jean-Baptiste Amadiou sont tirés de sa thèse, dirigée par Antoine Compagnon, soutenue en 2007 à la Sorbonne devant un jury à la fois d'historiens et de littéraires : *Index romain et littérature française au XIX^e siècle. Les motifs de censure des fictions à la lumière des archives de la Congrégation de l'Index*. Ils en restituent les deux volets : « procédures » et « jugements ». Bien sûr ils peuvent être lus séparément et l'auteur a pris soin d'accentuer leur autonomie, ne serait-ce qu'en les confiant à des

éditeurs différents (non sans en rappeler l'origine et doter chacun d'un résumé de l'autre) : d'une part ce qu'a surtout à connaître l'historien du catholicisme, à savoir le cadre institutionnel, le déroulement formel du « procès » d'un ouvrage et la réception du jugement, au sens judiciaire du terme – pour le seul corpus étudié et donc dans le contexte français, avec une nette évolution au tournant du siècle ; d'autre part ce qui intéresse davantage l'historien de la littérature, le contenu même des *vota* (rapports des experts) et par conséquent la perspective « romaine » sur ce corpus. Cependant l'examen de la procédure implique forcément d'étudier de près les documents produits et, inversement, l'examen des jugements, au sens critique cette fois, suppose une connaissance fine des référents des experts, à savoir la littérature réglementaire, mais aussi doctrinale et morale, sur laquelle ils pouvaient s'appuyer. (Nous employons ici *littérature* en un sens différent de celui qui précède, mais sans doute plus familier aux censeurs eux-mêmes et pour marquer que justement l'un des enjeux de l'enquête porte sur ce que nous appelons aujourd'hui littérature, les raisons pour lesquelles une autorité morale et doctrinale en est venue à s'y intéresser et ce qu'elle avait à en dire, spécifiquement.) Il était exclu de publier cette thèse, monumentale, en un seul volume. Mais désormais il n'est pas interdit au censeur de lui restituer, sinon son unité, du moins son envergure.

- 2 Rappelons donc pour commencer qu'un tel travail était impossible avant l'ouverture des archives de l'Index, en 1998, dont J.-B. Amadiou s'est imposé rapidement (dès 2004, par un article paru dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* sur « la littérature française du XIX^e siècle à l'Index ») comme l'un des meilleurs connaisseurs. Un des apports, que l'on retrouve ici surtout dans le volume le plus récent, est l'abondance des matériaux produits, jusqu'alors totalement inédits : longues citations des *vota*, dans la langue originale (latin et plus souvent italien) et en traduction. On prendra garde de ne pas oublier que ceux-ci n'ont jamais été rédigés dans la perspective d'être lus un jour en dehors des membres de la congrégation – même si la bureaucratie romaine prenait soin de les imprimer (à usage interne donc) et a conservé les documents afférents, plus un précieux journal tenu par le secrétaire de la congrégation. Il s'agit d'une critique d'appareil, que J.-B. Amadiou peut qualifier d'institutionnelle tout en insistant sur son caractère d'opinion privée, puisque le rédacteur du *votum* n'a aucun pouvoir direct : il ne fait qu'exprimer un avis, destiné à rester secret, qui a pour but d'éclairer et d'informer la congrégation ; la décision finale appartient au souverain pontife, elle n'est jamais motivée puisqu'elle se limite à l'inscription dans un catalogue d'ouvrages dont la lecture est défendue aux fidèles. Ce double caractère devrait empêcher de la comparer à quelque « critique littéraire » que ce soit ; et pourtant, inversement, ignorer sa dimension « littéraire » serait manquer (on l'a dit) un de ses enjeux les plus remarquables.
- 3 Le premier volume encadre l'examen des trois temps de la procédure : la dénonciation, l'expertise, le verdict, par deux chapitres historiques, l'un sur l'histoire de l'Index, de ses origines tridentines à sa disparition ou plutôt à la reconnaissance de son inefficacité par Vatican II, l'autre sur sa réception en France au XIX^e siècle. Du premier l'on retiendra que le moment étudié correspond à un temps d'équilibre, entre la réforme de Benoît XIV (constitution *Sollicita ac provida*, 1753) et celle de Léon XIII (1897 – Zola offre le cas intéressant de censures à la fois avant et après cette date). Celle-ci a notamment pour effet d'introduire à la place de la clause *opera omnia* (qui avait servi notamment pour la proscription des œuvres de George Sand) celle *omnes fabulae amatoriae*,

autrement dit, la désignation de la fiction, et son assimilation aux « histoires d'amour ». Du second, que l'on est passé en France de l'adage *Index non viget in Gallia* – de fait l'Index n'a pas force de loi, sinon là où le pouvoir du pape est aussi temporel – à l'écho de plus en plus grand fait à ses décisions, avec la montée des courants dits ultramontains au sein du catholicisme français.

- 4 Des différents titres du corpus étudié, finalement assez réduit – c'est évidemment une illusion de penser que Rome pouvait se prononcer sur toute la littérature publiée, et plus encore d'interpréter son silence comme une prise de position (Chateaubriand, par exemple, semble n'avoir jamais été examiné) –, les archives romaines n'ont conservé à peu près aucune dénonciation, pourtant le point de départ obligé de toute procédure. On peut en déduire qu'elles furent très majoritairement internes à l'appareil romain, et tout particulièrement le fait du nonce à Paris. Une fois la procédure enclenchée est désigné un rapporteur (consulteur, dans le vocabulaire de la Curie) – J.-B. Amadiou fait le portrait détaillé de l'un d'entre eux, le Français Jacques Baillès, pour le rôle « capital » qu'il a joué dans le domaine considéré. La variété des censures (c'est ainsi que l'on traduit le plus souvent *vota*), parfois ce qui paraît leur désinvolture, rend difficile une typologie – l'auteur s'y essaiera cependant dans l'autre volume. Il fait un sort particulier, dans les deux, à l'expertise du *Voyage en Orient* de Lamartine par le cardinal Polidori, à cause de sa longueur, qui peut faire mieux ressortir des traits communs ; mais Polidori n'est pas n'importe qui, considéré comme l'un des rédacteurs de l'encyclique qui fit condamner Lamennais (*Mirari Vos*, 1832) – il est rare d'ailleurs que l'on sollicite un cardinal et l'exception tient sans doute à la portée doctrinale que l'on voulut donner à ce jugement, rapprochant Lamartine de « l'indifférentisme » mennaisien. Une fois les rapports rédigés les consultants se réunissent pour élaborer un avis consultatif examiné en une deuxième assemblée par les cardinaux membres de la congrégation, qui préparent eux-mêmes une délibération, ratifiée (ou non) par le souverain pontife (qui peut aussi l'accepter, mais en différer la publication pour des raisons d'opportunité, ce qui suffit à distinguer la démarche d'une censure doctrinale). Il peut décider ou de ne pas poursuivre ou de proscrire (quelquefois plusieurs titres, voire l'œuvre entière), parfois, rarement, en mentionnant la possibilité d'une autorisation moyennant corrections. Cela suppose des éclaircissements sur le motif – mais en coulisse. Le cas le plus général est celui de la soumission de l'auteur à la sanction qui le vise, signalée dans l'Index à son honneur (ce qui vaudra des remarques fines de J.-B. Amadiou, dans le second volume, sur la distinction entre *persona auctoris* et *institutum auctoris*, dont Bruno Neveu avait déjà indiqué la proximité avec les développements fameux de Michel Foucault sur la « fonction auteur »).
- 5 L'étude de la réception de l'Index en France passe par le *Ver rongeur* de Mgr Gaume (1851) et la polémique qu'il a suscitée, déjà bien étudiée par Daniel Moulinet (Cerf, 1995). J.-B. Amadiou montre que se croisent en réalité deux questions différentes, la querelle spécifiquement française des classiques (le « ver rongeur », corrupteur de la jeunesse, ce sont les auteurs de l'Antiquité païenne que Gaume voudrait interdire dans les établissements scolaires) et celle entre la presse qui soutient Gaume et la hiérarchie qui parfois s'y oppose, Mgr Dupanloup en première ligne. Rome prendra grand soin de ménager ses soutiens « ultramontains » (cette presse agressive envers les « gallicans ») sans pour autant cautionner les thèses de Gaume, qui lui sont incompréhensibles. Autrement dit il ne retiendra de la querelle littéraire que la dimension que J.-

B. Amadiou qualifie d'« ecclésiologique » : relation des fidèles aux évêques, et des évêques à Rome.

- 6 Car si l'on revient au contenu des *vota* (c'est donc l'objet du second volume, *Le censeur critique littéraire*), on constate, sans surprise, que la part de la « littérature » y est assez réduite. Les motifs de condamnation sont principalement moraux (on reviendra plus loin sur le reproche d'obscénité) et doctrinaux, car il s'agit de découvrir dans l'œuvre une faute, un mal, et c'est le plus souvent une atteinte à la piété, plutôt qu'au dogme : impiété dans les *Trois villes* de Zola, « atteinte à Dieu et aux saints » chez Balzac – et, plus rarement, motifs d'hétérodoxie, comme pour *Le livre mystique* du même Balzac, *Spiridion* de George Sand ou l'œuvre de Lamartine déjà mentionnée. Parfois l'ouvrage confine à l'incroyance et si l'hétérodoxie est généralement associée au romantisme, c'est plutôt l'athéisme qui l'est au naturalisme. Souvent de pair avec un grief de type politique : Rome désapprouve, de manière générale, toute insubordination (Lamennais aggrave son cas en soutenant l'insurrection polonaise, même très catholique, contre la puissance russe) et y trouvera longtemps de solides raisons doctrinales – sans compter celles plus conjoncturelles liées aux échos de la situation italienne dans la littérature française (les romans « vénitiens » de George Sand), parfois très indirects (le *Jean Cavalier* d'Eugène Sue).
- 7 Cette part n'est pourtant pas nulle et elle ne peut pas l'être, en vertu même de l'argument traditionnel du « danger » de la séduction littéraire : il arrive – le cas est à vrai dire unique : *Chatterton* de Vigny – qu'un censeur recommande de ne pas poursuivre une œuvre même « mauvaise » sur le plan doctrinal ou moral, parce qu'elle est si médiocre sur le plan littéraire qu'elle en devient inoffensive (et même, ce serait risquer de lui faire de la publicité). Il y a donc dans les *vota* une part de jugement « esthétique », la valeur littéraire de l'œuvre étant considérée le plus souvent comme un facteur aggravant de sa nocivité « intellectuelle » ; Tripepi, le censeur méticuleux de Zola, lui consacre même une section entière de la censure de *Paris*. Il peut arriver que ces qualités littéraires prennent le dessus dans la préconisation finale, ainsi des *Trois Mousquetaires*, dont le censeur reconnaît la relative bénignité, mais redoute que la lecture entraîne à celle d'ouvrages plus dangereux du même auteur – début d'une réflexion qui oriente vers les jugements *opera omnia* d'un Baillès.
- 8 Ce type de considérations repose sur une « éthique de la réception » (une conception des effets de la lecture), serait-elle implicite ; peut-être aussi une « éthique de l'intention », plus délicate cependant quand on proscriit en principe toute considération *ad hominem* dans un jugement doctrinal (et ici littéraire). Le cas limite est celui de Mgr Baillès, invoquant la « vie dissolue » de George Sand pour appeler à la proscription de l'œuvre entière. La renommée d'un auteur peut jouer contre lui – ou l'absence de renommée, jouer en sa faveur : on ne demande pas la condamnation d'un érotique de Perny, car l'examen vient trop tard, l'ouvrage est oublié de tout le monde et cela vaut mieux ainsi ; en outre il y a débat sur les clauses générales de l'Index, qui font que tout ouvrage « obscène » est proscriit par principe et donc n'aurait pas à être inscrit au catalogue.
- 9 Cette question de l'obscénité revient comme un fil rouge dans les deux volumes, car c'est par elle, sans doute, que l'on aborde au mieux celle du « littéraire ». Elle apparaît en effet dès les règles de l'Index tridentin, dans une clause dérogatoire que J.-B. Amadiou évoque à plusieurs reprises : la lecture des ouvrages païens même licencieux était permise « en raison de l'élégance et de la propriété du style ». Il serait

cependant erroné, à notre avis, d'y voir quelque prévalence du jugement de goût sur les considérations intellectuelles et idéologiques : le point de vue tridentin ne fait que relayer la longue tradition établie depuis le *De doctrina christiana* d'un usage instrumental des classiques, Ovide compris (*sermo*, dans la formule *sermonis elengentiam et proprietatem* de la septième des *Regulae indicis*, ne renvoie-t-il pas, au moins autant qu'au style, au discours, suivant une approche « rhétorique » de la littérature dont J.-B. Amadieu donne maints exemples et qui rapporte toujours les œuvres aux situations d'énonciation, de persuasion ?). Ces auteurs sont bien des autorités, mais pour le grammairien, chargé d'apprendre à manier la langue, non pour le théologien ou le philosophe. Ils restent en dehors de la culture chrétienne – sinon par l'assimilation qu'elle doit faire du beau latin, ce qui n'est pas rien – et la question devient tout autre (comme l'a étudié J.-B. Amadieu en d'autres circonstances, avec l'examen d'un des très rares textes doctrinaux du magistère sur la littérature, l'instruction de 1927 sur « la littérature mystico-sensuelle ») quand elle vient de l'intérieur (ici en l'occurrence Bloy *post mortem*). La révision de Léon XIII prend acte qu'il est des classiques « modernes » et donc que la question ne se pose plus seulement dans un avant du monde chrétien. Nous n'y voyons pas un élargissement de la clause dérogatoire, mais la nécessité au contraire de l'adapter pour en réduire le champ d'application aux seuls enseignants et lecteurs de profession. Aussi, nous plaçant dans cette perspective de longue durée, ne suivrons-nous pas toujours l'auteur dans certains aperçus contemporains (par exemple ses pages sur la critique et Céline) – il est vrai marginaux et qui donnent à réfléchir. Ajoutons que la spécificité française est précisément d'avoir construit – au XVII^e siècle – un classicisme moderne, par référence à l'antique et donc en maintenant, de manière sans doute paradoxale, mais décisive dans l'autonomisation du littéraire, la dissociation du profane et du sacré. Ce qui fait de Mgr Gaume l'héritier d'une histoire très particulière, plus « gallican » qu'il y paraît dans son refus de les mêler ! Au lieu qu'à Rome, comme le notait un de ses partisans (cité dans le premier volume p. 396), « le paganisme est partout [...] jusque dans les tableaux de l'antichambre de Fornari » – champion « romain » s'il en fut.